



# le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 2 MAI 1988

N° 170

PRIX: 3FF



**SENEGAL**

**MESURES D'APAISEMENT**

**FACE A LA PRESSION**

**DES MASSES**

SOMMAIRE  
AU  
VERSO

## SOMMAIRE

Pages 2 et 3

- Editorial

Page 4

- Sénégal: le riz, un véritable pactole pour l'Etat.

Pages 5 et 6

- Ethiopie: un peuple qui en opprime un autre n'est pas un peuple libre.

Page 6

- Tchad: sous prétexte de prévention, on contrôle la population.

Page 7

- Nouvelle Calédonie: à bas le colonialisme français et ses mercenaires!

Pages 8 et 9

- Réélection de Mitterrand: les travailleurs n'ont rien à en attendre.

Pages 9, 10 et 11

- Ceux qui se revendiquent des travailleurs ne sont pas tous dans le camp des travailleurs.

Abonnement et adresse, voir page 11

★

★

★

## é d i t o r i a l

### SENEGAL: MESURE D'APAISEMENT

#### FACE A LA PRESSION DES MASSES

A l'occasion du 1er mai, Abdou Diouf a annoncé la baisse des prix du riz, de l'huile et du sucre. Ainsi donc, le riz qui se vendait à 160 FCFA le kilo est passé à 130 FCFA à compter du 4 mai. Le kilo de sucre baisse de 35 FCFA et le litre d'huile de 50 FCFA.

Cette baisse pour les trois denrées alimentaires de base au Sénégal est ressentie comme un événement important pour l'écrasante majorité de la population, notamment pour la population laborieuse des villes, qui depuis des années était soumise à la dégradation de son pouvoir d'achat par le blocage des salaires (pour ceux qui ont la chance d'avoir un salaire) et par la hausse des prix.

Abdou Diouf, lors de son discours du 1er mai, a sorti une longue tirade pour "parler aux travailleurs" et pour expliquer que cette baisse des prix était un cadeau "dicté par des considérations sociales".

Le journal "Le Soleil" n'y va pas de main morte pour annoncer la nouvelle. Il parle de "la touffe de muguet" que "le père de la Nation" a offerte au pays, "la sincérité en bandoulière", "avec courage et lucidité", "en dépit de toute exigence du redressement économique". L'éditorialiste du "Soleil" fait remarquer "la signification éminemment politique de ce paquet de mesures sociales" cédées dans un contexte international où même dans les pays riches le pouvoir d'achat baisse, et où le tiers-monde est frappé par le "marasme".

Cette baisse des prix présentée comme un cadeau exceptionnel est en réalité dérisoire. Elle ne sauvera personne dans les classes pauvres d'une misère croissante. Par ailleurs, pour compenser cette réduction des prix, le gouvernement a décidé en même temps de diminuer le prix d'achat de l'arachide au producteur. De 90F, le kilo d'arachide sera acheté à 70F par les collecteurs. C'est-à-dire que le paysan perdra 20F par kilo.

Abdou Diouf explique cette baisse en prétextant que le prix de l'arachide au producteur est plus élevé que le prix sur le marché international. Abdou Diouf compte donc reprendre aux cultivateurs d'arachides ce qu'il lâche aux autres.

Cette diminution du prix de l'arachide prend effet dès la prochaine récolte, mais il n'est pas dit que cette mesure soit acceptée sans mécontentement dans la paysannerie. Mais dans l'état actuel des choses, Diouf est certainement plus préoccupé par la situation menaçante qui règne dans les grandes villes. Et ce n'est pas de gaité de coeur, ni par générosité qu'il a accepté de diminuer le prix des trois denrées.

... / ...

Hier encore, lorsque pendant la campagne électorale, les partis de l'opposition prônaient la baisse des prix, notamment celui du riz, Abdou Diouf les traitaient de "charlatans", de "démagogues dangereux". Il disait qu'il était impossible d'appliquer une telle mesure qui serait suicidaire par rapport à l'économie du pays.

Pourquoi donc ce qui était "impossible" et "suicidaire" hier encore est devenu aujourd'hui "la voix de la raison"? C'est qu'entre-temps ont eu lieu, notamment à Dakar, des émeutes. Des jeunes, par centaines, n'ont pas hésité à descendre dans les rues de Dakar, malgré les chars d'assaut et le quadrillage policier, pour crier leur colère contre le gouvernement. La baisse des prix des denrées alimentaires est le résultat de ces émeutes.

Diouf qui, par cette mesure, veut réaliser "la paix des coeurs" sait que jusqu'à aujourd'hui, plus de deux mois après le début des émeutes, la colère est loin d'être apaisée. En témoignent les récentes manifestations à Dakar, lors de la fête de l'indépendance et lors du procès des dirigeants de l'opposition; manifestations qui ont eu lieu malgré l'Etat d'urgence.

Ce recul de Diouf montre qu'il a peur, non pas des partis de l'opposition, mais de la population, lorsque celle-ci commence à ne plus accepter de rester passive. Cela montre aussi que lorsqu'il y a une mobilisation de la population, lorsque les gens commencent à descendre dans la rue, il est possible d'imposer au gouvernement un certain nombre de mesures.

Diouf n'a d'ailleurs même pas attendu que la population revendique la baisse des prix dans la rue pour agir. Il a tout simplement pris le devant. Diouf a dit qu'il a fait le maximum de ce qui était possible, mais si la population reste mobilisée et s'organise davantage, elle peut faire reculer encore Abdou Diouf et obtenir une certaine amélioration de leurs conditions de vie.

D'ailleurs même pour garantir le peu qu'elle a obtenu, pour empêcher Abdou Diouf de revenir en arrière, la population sera obligée de maintenir sa pression et de continuer à se faire craindre.

Il est vrai que la solution pour résoudre une grande partie des maux dont sont victimes les travailleurs et les petites gens, notamment la dégradation de leurs conditions de vie, ne se trouve pas au Sénégal, ni même dans le cadre du seul continent africain.

La pauvreté au Sénégal est étroitement liée au système économique mondial. C'est ce même système qui réduit des millions de gens au chômage dans les pays riches et des centaines de millions de gens à la mendicité dans les pays pauvres. C'est un système qui domine à l'échelle du monde, et c'est à cette même échelle que les travailleurs auront intérêt à le détruire pour changer leur sort.

Partout où ils se trouvent, les travailleurs, les exploités auront à s'organiser et à se battre pour améliorer leur sort ou tout simplement pour que celui-ci ne s'empire. Les pauvres et les exploités au Sénégal n'ont pas encore montré leur véritable force. Ils n'ont poussé qu'un grondement de colère et Abdou Diouf a été obligé de céder. Mais le jour où ils seront vraiment en colère et prêts à lutter, rien ne pourra les arrêter.



## SENEGAL

### Le riz, un véritable pactole pour l'Etat

Soi-disant pour inciter les Sénégalais à "consommer sénégalais" (c'est-à-dire les céréales de production locale plutôt que le riz importé en grande partie) et pour "équilibrer" la balance commerciale, le gouvernement a décidé de longue date de faire une ponction de 58,75% (sous forme de taxe) sur le prix du riz vendu aux consommateurs.

De 1981 à 1985, le kilo de riz est passé de 80F à 160F. Et pourtant, le prix d'achat à l'importation n'a pas varié dans les mêmes proportions. Lorsque le prix était à 160F, le prix de revient à l'importation était de 64F. L'importateur, c'est-à-dire l'Etat, le vend à 157F50 aux grossistes et tout le reste va directement dans les caisses de l'Etat.

Avec les 30F de diminution, il restera encore plus de 60F par kilo que l'Etat empochera sur le dos des consommateurs!

### En attendant le verdict, 5 ans de prison pour Wade

Le 3 mai dernier, Abdoulaye Wade du PDS ainsi que d'autres responsables de l'opposition ont été condamnés à des peines allant de 6 mois à 5 ans de prison ferme. La peine la plus lourde (5 ans) a été requise contre le principal accusé, Abdoulaye Wade. Et le verdict ne sera donné que le 11 mai.

On se souvient que ces prisonniers politiques ont été accusés d'être à l'origine des manifestations de colère des jeunes, qui ont suivi les élections du 28 février dernier.

Les révolutionnaires communistes sont solidaires de tous ceux qui protestent contre ces emprisonnements et revendiquent la libération immédiate de tous ceux qui sont détenus à cause de leurs idées politiques.

Mais le fait d'être prisonnier ne fait évidemment pas de Wade le représentant d'une autre politique que celle qui fut la sienne avant son emprisonnement. Wade est un homme politique qui est dans le même camp que celui de Diouf, c'est-à-dire celui des exploités et des riches.

Pour le moment, Diouf s'est débarrassé de son rival Wade en l'envoyant en prison. Mais la prison n'a pas changé Wade. Il n'est pas un défenseur des pauvres. Et ceux-ci n'ont rien à attendre de lui. Mais la réciprocité n'est pas vraie, car Wade attend d'eux qu'ils lui servent de marche-pied pour monter un jour au pouvoir.



## ETHIOPIE

### UN PEUPLE QUI EN OPPRIME UN AUTRE N'EST PAS UN PEUPLE LIBRE

Le régime de Mengistu lance actuellement une grande offensive militaire en Erythrée. Ce régime a essuyé un échec militaire au mois de mars dernier dans cette région. D'après les déclarations du F.P.L.E (Front Populaire de Libération de l'Erythrée), 15.000 soldats éthiopiens au total ont été tués, blessés ou faits prisonniers. De plus, il y a eu trois officiers soviétiques faits prisonniers et un quatrième tué.

Dans la même période, quelques officiers de l'armée éthiopienne ont été exécutés parce que, paraît-il, ils ont manifesté leur désaccord sur la guerre en Erythrée, et Mengistu a préféré étouffer dans l'oeuf toute contestation, surtout celle venant des officiers.

Il est sûr que le soi-disant gouvernement socialiste éthiopien se sent menacé: d'une part par l'offensive des forces armées du F.P.L.E et du F.P.L.T (Front Populaire de Libération du Tigré qui contrôle la province du même nom et qui est entré en rébellion). Ces deux organisations ont décidé de coordonner leurs forces contre le régime de Mengistu. D'autre part, il y a la démoralisation des soldats de l'armée éthiopienne. Celle-ci est peut-être l'une des plus fortes de l'Afrique, mais cela fait plus de 25 ans qu'elle s'enlise dans cette guerre contre le peuple érythréen. Elle n'arrive pas à venir à bout de la volonté de cette population qui lutte pour son indépendance.

Par ailleurs, l'Erythrée, le Tigré et les régions avoisinantes sont touchés par la sécheresse. Et le régime d'Addis-Abeba n'hésite pas à utiliser l'arme alimentaire en interdisant les aides qui s'y acheminent. C'est ainsi que Mengistu a essayé de renvoyer chez eux tous les représentants des organismes humanitaires. Dans le même temps, il veut regonfler le moral de l'armée en procédant à une forte propagande patriotique et en déclarant qu'il faut écraser les terroristes qui déstabilisent le pays et son unité.

Le régime militaire a déjà appelé toute la population, les salariés en particulier, à participer à l'effort de guerre. Et depuis des années, il oblige ceux-ci à verser une partie de leur salaire à l'Etat. De plus, les jeunes, surtout les chômeurs qui sont obligés d'effectuer leur service militaire sont automatiquement envoyés en Erythrée.

Mais tout cela ne suffit plus. Mengistu a décrété maintenant la mobilisation générale. Des milliers de jeunes ont été déjà enrôlés -bien entendu de force- dans l'armée pour aller combattre dans le nord. Il paraît même qu'on fait des raffles de jeunes à la sortie des écoles et dans certains quartiers de la capitale. Le gouvernement en est même arrivé, selon le journal "Libération" du 7-8 mai, à réquisitionner des avions de la compagnie aérienne nationale "l'Ethiopian Airlines". Selon le même journal, l'aide militaire soviétique s'est accrue avec l'arrivée des conseillers militaires et le débarquement des stocks d'armes dans les ports d'Assab et de Massawa.

Et tout cela est orchestré avec l'aide de la presse écrite, de la radio et télévision pour mobiliser l'opinion publique contre l'Erythrée. Les membres du parti unique, du syndicat unique inféodé au pouvoir, font leur propagande. Des meetings sont organisés dans le même but à l'université.

Il est sûr que des mots d'ordre tels que "patrie en danger", "mobilisation générale", risquent d'avoir l'assentiment d'une partie de la population. Si d'un côté ce régime de dictature est honni par la population éthiopienne, de l'autre il bénéficie, dans la guerre contre l'Erythrée, d'un certain soutien au nom du nationalisme, au nom de l'appartenance de l'Erythrée à l'Ethiopie.

Et c'est là où le nationalisme est un piège. Le nationalisme dresse les peuples les uns contre les autres et les entraîne derrière leurs dirigeants oppresseurs. La volonté d'indépendance du peuple érythréen est manifeste. Mais on lui impose une domination, une oppression depuis des décennies. Il n'en veut pas. C'est l'ensemble de la population qui lutte. Et le régime de Mengistu n'arrive pas à bout, pas plus d'ailleurs que l'ancien régime de Haïlé Sélassié.

D'ailleurs des puissances bien plus grandes, bien plus équipées qu'un petit pays comme l'Ethiopie n'ont pas réussi à assujétir des peuples qui se sont soulevés contre l'oppression. Et dans cette sale guerre contre l'Erythrée, le peuple éthiopien paie aussi cher. Le budget de l'Etat sert en grande partie à financer la guerre. On enrôle de force des dizaines de milliers de jeunes dans l'armée. On taxe la population, on réprime toute contestation.

Si en tant que communistes révolutionnaires nous ne sommes certainement pas pour le morcèlement de l'Afrique en de tout petits Etats, nous pensons aussi que le peuple érythréen doit avoir son indépendance si tel est son désir. Pour que les peuples de ces deux pays puissent vivre ensemble, il faut que le peuple éthiopien, au nom duquel le dictateur ne veut pas reconnaître cette indépendance, se dresse contre ses dirigeants et impose le retrait des troupes éthiopiennes de l'Erythrée.

#### TCHAD

#### SOUS PRETEXTE DE PREVENTION, ON CONTROLE LA POPULATION !

Pour limiter la propagation de l'épidémie de méningite qui sévit depuis février à N'Djaména, les autorités ont interdit les rassemblements dans les endroits publics ou privés: cinéma, bars, marché, mosquées etc...

Si par mesure préventive, l'interdiction des rassemblements peut se justifier, le régime en profite pour contrôler un peu plus les populations. Des policiers, des miliciens du parti unique de Habré, l'UNIR, ou autres mouchards s'introduisent à l'improviste dans les "concessions". On en profite pour arrêter certaines personnes soupçonnées d'être des opposants au régime ou supposées être des agents de Kadhafi.

Cette mesure d'interdiction commence à faire des mécontents, surtout parmi ceux qui sont déjà vaccinés et que les autorités empêchent de se retrouver comme auparavant. Pour le moment, les mécontents encaissent. Ils ne vont pas encore jusqu'à manifester publiquement leur mécontentement.



## NOUVELLE-CALEDONIE

### A BAS LE COLONIALISME FRANCAIS ET SES MERCENAIRES!

L'assaut donné à Ouvéa, en Nouvelle-Calédonie, le jeudi 5 mai par les forces de répression coloniales contre les indépendantistes kanaks, a fait 19 morts du côté de ceux-ci. Certains d'entre eux ont été d'ailleurs lâchement assassinés après qu'ils aient accepté de déposer les armes.

Vu les conditions dans lesquelles cette intervention militaire a eu lieu, il s'agit manifestement d'un massacre froidement calculé. Quand, avant la prise des otages, il y a eu des affrontements entre indépendantistes et gendarmes français et que quatre d'entre ces derniers ont été tués, Chirac a osé traité les militants du FLNKS de "sauvages". Mais la sauvagerie n'est-elle pas plutôt du côté des soldats de Chirac et Pons, qui ont massacré de sang-froid 19 indépendantistes alors que ceux-ci n'ont pas touché à un seul des 23 otages?

En Nouvelle-Calédonie, le gouvernement français est confronté à un peuple qui refuse d'être traité comme une population de seconde zone ou étrangère dans son propre pays. Alors, ce gouvernement n'a pas hésité à se livrer à un massacre. En agissant de la sorte, il veut impressionner la population kanake, la dissuader de remettre en cause l'ordre colonial et la priver de ses dirigeants et de ses cadres politiques les plus actifs.

Quel que soit ce que nous pensons par ailleurs de la politique du FLNKS, nous ne pouvons que dénoncer avec la plus grande indignation cet acte barbare du colonialisme français. C'est Pons, Pasqua et Chirac qui ont pris la décision de massacrer, mais ils l'ont fait en accord avec Mitterrand. Maintenant que le massacre est fait et les responsables écartés (à la suite des élections), Mitterrand réélu va jouer les réconciliateurs. Sa politique consistera à dire aux Kanaks qu'ils ont intérêt à négocier dès maintenant avec lui, sinon ils risquent de s'exposer au pire. Et ça sera avec un tel chantage qu'il essaiera d'imposer au peuple kanak ce que Chirac n'a pas pu réaliser.

Oh, ce n'est pas l'intérêt de la bourgeoisie française que Chirac et Mitterrand défendent là-bas. Celle-ci pourrait octroyer à la Nouvelle-Calédonie son indépendance tout en sauvegardant ses intérêts, comme elle l'avait fait en Afrique. En fait, ce qu'ils défendent, c'est le droit de quelques familles bourgeoises de défendre leurs richesses et leurs terres en Nouvelle-Calédonie. Pendant les sept ans qu'il était au pouvoir, Mitterrand a-t-il retiré de Nouvelle-Calédonie les forces de l'ordre? Non, il les a au contraire renforcées; et il était responsable de l'assassinat d'Eloi Machoro, tout comme il porte la responsabilité des massacres récents.

Ceux qui penseraient que Mitterrand est un anti-colonialiste convaincu sont des naïfs qui ne connaissent rien de son passé politique. Cet homme a consacré une bonne partie de sa vie politique aux guerres coloniales menées en Indochine et en Algérie en passant par des répressions sanglantes à Madagascar et en Afrique noire. Pendant la guerre d'Algérie par exemple, cet homme était ministre de l'Intérieur, puis ministre de la Justice. Et à ce titre, c'est lui qui était le chef de tutelle des tortionnaires comme le général Bigeard et Le Pen.

Alors, ce qu'on peut souhaiter de mieux au peuple kanak, c'est qu'il ne mette pas son sort entre les mains de Mitterrand, ni entre celles des gens qui disent qu'il faut lui faire confiance. L'avenir dira si la répression de Chirac complétée par l'anesthésie mitterrandienne suffira à décourager la population kanake et la dissuader de la lutte. Nous ne savons pas quelle sera la réaction de celle-ci. Mais ce que nous savons, c'est que chaque fois que les colonialistes ont fait le choix d'une répression sanglante, loin d'impressionner, ils ont au contraire convaincu bon nombre d'hésitants qu'ils n'ont pas d'autre choix que la lutte.

## REELECTION DE MITTERRAND

### LES TRAVAILLEURS N'ONT RIEN A EN ATTENDRE

L'élection présidentielle est terminée le 8 mai. François Mitterrand est réélu avec 54% des voix. Il est de nouveau installé à l'Elysée.

Cela dit, à l'occasion de la campagne électorale, bien des travailleurs, y compris ceux qui n'avaient pas le droit de vote, souhaitent une réélection de Mitterrand. D'autant plus que les résultats du 1er tour ont donné 14%50 des suffrages à Le Pen et que Chirac, pensaient ces travailleurs, en reprenant certaines idées de Le Pen pourrait prendre celui-ci comme ministre, s'il était élu.

Toutes ces inquiétudes étaient fondées. Car le fait que 4 millions d'électeurs aient voté pour Le Pen risque de peser sur une politique dont les conséquences toucheraient avant tout les travailleurs immigrés. Ils seront victimes par exemple d'une plus grande multiplication des contrôles de "papiers", des tracasseries policières de toutes sortes, sans parler des provocations ou des réflexions racistes qui vont s'exprimer de plus en plus ouvertement.

Mais là où les travailleurs auraient tort, c'est quand ils pensent que Mitterrand leur assurera une protection face aux partisans de Le Pen. Mitterrand n'a pas une politique particulièrement favorable aux immigrés.

Avec Mitterrand, les travailleurs immigrés ne seront pas à l'abri des mesures de plus en plus sévères tendant à "encourager" leur retour. Par exemple les cartes de séjour ne seront pas facilement renouvelées, et sous prétexte de rechercher les immigrés "sans papiers", il y aura de fréquentes descentes policières dans les foyers. Et si tout cela ne donne pas les résultats escomptés, c'est-à-dire la diminution du nombre des immigrés, il faudra s'attendre à un accroissement des expulsions sous des prétextes divers.

Une telle politique contre les immigrés est d'autant vraisemblable que Mitterrand est prêt à gouverner avec certains hommes de droite soi-disant "centristes". Ce qui compte, ce n'est pas le fait que Mitterrand ou un autre soit élu à la tête de l'Etat, mais c'est l'existence de ces millions de personnes qui ont voté pour les idées anti-immigrées de Le Pen.

Et c'est cela qui va permettre à Le Pen de chercher à se poser en chef de l'opposition et de peser sur la politique gouvernementale. Pour faire pression sur le gouvernement, il peut aussi faire appel à des manifestations de rue. Et si les gens qui, pour l'instant, n'ont fait que voter pour Le Pen sont encouragés par les résultats électoraux et qu'ils sont tentés de "durcir" leur position contre les immigrés, Mitterrand, quand bien même il le voulait, il ne pourrait pas les en empêcher. La seule chose, somme toute dérisoire, qu'il pourrait essayer de faire, c'est peut-être modifier la loi électorale pour tenter de liquider ou, en tout cas, de diminuer la représentation parlementaire du Front National.

Mais le véritable problème n'est pas d'interdire aux représentants de l'extrême-droite l'entrée au parlement, puisque de toute façon les partisans de ce mouvement pourront s'exprimer autrement, par des manifestations de rue ou des actes de violence.

Ce qu'il faut, c'est qu'une autre force s'y oppose. Ces gens ne sont forts que parce qu'il y a une absence de mobilisation de la classe ouvrière. Il faut que la classe ouvrière se défende aussi bien sur le plan économique (pour revendiquer par exemple l'augmentation des salaires) que politiquement. Pour barrer la route à Le Pen, il n'y



a pas d'autre moyen que la lutte. Et de toute façon, la véritable bagarre, personne ne pourra l'éviter.

Nous les travailleurs immigrés, si nous recevons des coups en tant qu'immigrés, nous pouvons réagir et rendre les coups en tant que travailleurs de chez Citroën, de Renault, de Talbot ou de Chausson en nous unissant aux travailleurs français. Nous faisons partie intégrante de la classe ouvrière en France et il faut nous mobiliser tous ensemble pour nous défendre, pour organiser notre lutte plutôt que d'avoir des illusions sur Mitterrand.

### CEUX QUI SE REVENDIQUENT DES TRAVAILLEURS

### NE SONT PAS TOUS DANS LE CAMP DES TRAVAILLEURS

Parmi les organisations qui existent et qui se proposent de militer en direction de l'Afrique, il y en a qui se réclament ouvertement des travailleurs.

Ceux qui, comme nous, tentent de militer dans ce sens, en se revendiquant des idées de la révolution prolétarienne ne peuvent que se réjouir qu'il y ait des militants, des jeunes, qui cherchent des références non du côté des nationalistes aux conceptions ouvertement affirmées, qui ne versent pas dans le "progressisme" qui ne veut rien dire mais qui cherchent, tout au moins par référence, à se revendiquer des travailleurs et des pauvres.

Seulement, se revendiquer des travailleurs, de la classe ouvrière, c'est tout autre chose qu'un coup de chapeau poli au marxisme; c'est tout autre chose que de mettre le mot marxisme dans l'appellation d'une organisation. C'est d'abord de comprendre profondément que seulement la classe ouvrière, seulement son intervention de classe sur le terrain politique peut changer radicalement la société. C'est seulement une révolution dirigée réellement par le prolétariat organisé qui peut ouvrir en Afrique, et ailleurs, des perspectives de changement profond. Et se situer dans le camp du prolétariat, c'est se revendiquer d'une certaine politique et d'un certain programme.

Alors oui, pour notre part, nous avons la conviction que depuis plusieurs années, voire plusieurs décennies, est en train d'émerger en Afrique un prolétariat et cela se fait sous nos yeux, du fait de l'évolution du capitalisme qui transforme les pays agraires d'il y a 20 ans en pays où une part croissante de la population se prolétarise. Une partie de cette population prolétarisée devient des ouvriers, des employés des entreprises industrielles, minières, commerciales. Et malgré le sous-développement de nos pays, la prolétarisation de la population se développe de plus en plus. Et puis il y a une grande majorité de celle-ci qui se prolétarise, elle, sous forme de chômeurs qui viennent s'entasser dans les bidonvilles des capitales africaines.

Alors, incontestablement, il y a là une force révolutionnaire considérable. Mais pour que cette masse misérable, victime de l'exploitation devienne un facteur politique déterminant, cela suppose qu'elle prenne conscience de ses possibilités. Cela demande qu'il existe en son sein des hommes, des femmes pour l'aider à prendre cette conscience-là; et il faut que ces hommes et ces femmes retrouvent les traditions révolutionnaires du mouvement ouvrier et s'inspirent de ses expériences.

Le prolétariat africain est jeune, vierge de toute référence au passé; le problème, c'est d'essayer de lui transmettre un certain héritage du mouvement ouvrier révolutionnaire. Mais malheureusement, à notre époque où la classe ouvrière africaine représente un terreau, il n'y a pas grand monde pour semer le grain. Le mouvement ouvrier européen et la Russie de Staline ont tué le mouvement révolutionnaire; et la référence au communisme, au prolétariat, n'est transmise que par ceux qui ont pignon sur rue, par des gens qui n'ont rien à voir avec le prolétariat, le communisme révolutionnaire.

Le stalinisme a joué à cet égard un poids négatif considérable en déformant les traditions révolutionnaires, en présentant par exemple le nationalisme, la dictature d'un parti unique comme des valeurs inhérentes au prolétariat, alors que les valeurs du prolétariat sont aux antipodes de celles déformées par le stalinisme. Staline a servi de maître d'école à Mao qui, à son tour, a des disciples comme Ho Chi Minh ou Mengistu qui n'ont strictement rien à voir, même de loin, avec le prolétariat.

Eh bien non, ce n'est pas chez ces "maîtres"-là que la nouvelle génération peut apprendre comment se ranger dans le camp des travailleurs. Tout au plus, chez ces maîtres-là, ils pourront apprendre comment créer des organisations qui se proposent d'"aider" la classe ouvrière.

Le problème n'est pas d'"aider" la classe ouvrière, mais de comprendre que seule la classe ouvrière est une classe qui peut s'émanciper elle-même et, avec elle, l'ensemble de l'humanité, car elle seule possède la capacité de détruire les forces organisées des classes privilégiées. Elle est aussi la seule classe qui existe non seulement à l'échelle internationale mais aussi à l'échelle nationale et fait face à la bourgeoisie et aux privilégiés, dont les intérêts sont les mêmes par-delà les frontières.

Eh bien, la seule façon de changer les choses de fond en comble, c'est de s'appropriier les richesses accumulées dans les métropoles capitalistes pour les répartir et les utiliser autrement, en fonction des besoins des gens. La classe ouvrière en Afrique est la seule force capable de pouvoir s'adresser à la classe ouvrière occidentale au nom de leurs intérêts communs.

Et mener une politique correspondant aux intérêts du prolétariat est absolument opposé à toute idée de nationalisme, car même si la classe ouvrière prenait le pouvoir dans les pays pauvres, il ne pourrait au mieux que socialiser la misère, répartir également la misère. Mais tôt ou tard, cette misère finira par engendrer l'inégalité.

La seule façon de supprimer les inégalités, c'est de récupérer les richesses accumulées depuis des siècles. Or ces richesses n'existent pas, ou si peu, dans nos pays. Non seulement le ventre des coffres-forts se trouve dans les pays riches, mais nos propres dictateurs l'alimentent encore en y transférant leurs fortunes. Ces fortunes, fruit de leurs rapines, se trouvent ainsi dans les pays riches, où ils n'ont rien à craindre. Il n'y a qu'à voir la façon éhontée dont les Duvalier, chassés par leur peuple, gaspillent de l'argent, de quoi faire vivre des milliers de familles là-bas en Haïti. Et c'est pareil pour nos dirigeants.

La seule perspective pour les travailleurs, c'est de prendre l'argent dans les coffres-forts même de toute la planète. Pour cela, il faut la solidarité internationale de tous les travailleurs. Comment une telle orientation, un tel programme pourrait se manifester concrètement, c'est l'avenir qui le dira.

Mais tous ceux qui se réclament des travailleurs et qui limitent leur politique au niveau de leur pays n'ont pas vraiment compris là où se trouvent les intérêts des travailleurs.

C'est là où un effort intellectuel reste à faire pour trouver dans les livres ce qui ne se transmet plus par l'expérience. Si d'un côté la classe ouvrière africaine, vierge de toute tradition politique, peut facilement être influencée par des idées réactionnaires telles que celles de la religion, de l'autre cette classe possède des avantages: elle ne subit pas le poids, la force d'inertie des organisations traditionnelles bureaucratiques.

Alors oui, il y a du travail pour ceux qui veulent consacrer leur vie à militer dans le but de changer profondément cette société injuste. Les mots comme "travailleurs" ou "socialisme" introduits dans un programme ne remplacent pas le choix d'un programme véritablement communiste, ils ne remplacent pas le travail qui consiste à trouver, à former des hommes et des femmes issus des rangs même du prolétariat, pour la révolution prolétarienne mondiale.

A B O N N E M E N T

-France: pli ouvert 55 FF;  
pli fermé 65 FF. Le paiement  
se fait uniquement en liquide  
en postes-timbres courants.

- Etranger: même tarif mais

uniquement en "coupons-ré-  
ponses" international.

A D R E S S E

Toute correspondance est  
à adresser à Combat-Ouvrier  
BP 42- 92114 Clichy Cedex

## CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.